

## Déclaration préalable

CTM du 11 septembre 2017

Madame la présidente, Mesdames, Messieurs, chers camarades,

Tout d'abord, l'UNSA exprime sa solidarité à tous nos concitoyens d'Outre-Mer gravement touchés par les ouragans.

En cette rentrée bien fournie en actualité, les agents publics sont encore regardés par le prisme de la dépense.

Même en cette période de difficulté, où la solidarité est indispensable, l'UNSA s'élève contre cette manipulation qui a surtout pour effet de monter une partie des français contre les autres.

L'UNSA rappelle encore une fois que les agents publics assurent leurs missions avec dévouement au service de tous les citoyens.

**En ce qui concerne les dossiers dont la responsabilité incombe à nos ministres, notre fédération en retiendra quatre aujourd'hui :**

**En premier lieu le plan de requalification :**

L'UNSA exige la mise en œuvre de la totalité du plan de requalification.

**En deuxième lieu les modalités de mise en place du RIFSEEP :**

La mise en place de ce nouveau régime indemnitaire tourne au fiasco dans nos périmètres ministériels : récurrence de production rétroactive des notes de gestion, cotations des postes ne respectant pas les règles fixées par votre administration, notifications aux agents tardives voire absentes.

Le fond est tout aussi catastrophique car les agents de nos ministères sont particulièrement mal lotis en termes de montant.

Et que dire du mutisme de l'administration sur les corps de la filière technique alors que le calendrier prévoit toujours leur intégration au 1er janvier 2018.

En l'absence d'une négociation sur le paiement de l'année de retard des ISS, l'UNSA exige une nouvelle demande de dérogation.

**En troisième lieu les activités contrôle des règles de la construction :**

Les agents du CEREMA ont découvert avec consternation, sur l'intranet du service au mois de mai dernier une décision du Comité de Direction actant l'arrêt d'ici 2020 des activités de mesures et de contrôle relevant du Contrôle des Règles de Construction.

Depuis cette date, des informations contradictoires circulent et nos collègues du CEREMA mais aussi ceux affectés sur ces missions en DDI ne peuvent se projeter.

Sans réponse à notre courrier du 27 juin, ni à notre interpellation en CTM du 5 juillet dernier, l'UNSA vous demande de préciser la position de notre ministère sur l'avenir de ces missions

**Enfin, l'activité de la sous-direction GAP apparaît toujours chaotique malgré toute la bonne volonté des agents de cette sous-direction :**

L'UNSA vous demande la production, par corps, d'un état du reclassement des agents dans le cadre du PPCR. Dans un cadre plus général, un point sur la résorption des retards de gestion.

Je vous remercie de votre attention.